

France-Auray: Survey services

OJ S 175/2023 12/09/2023

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: auray Quiberon Terre Atlantique

Postal address: communauté de communes - espace tertiaire Porte Océane, Rue du Danemark, BP 70447,

Town: Auray Cedex

NUTS code: FRH04 Morbihan

Country: France

Contact person: M. le président

E-mail: marches.publics@auray-quiberon.fr

Telephone: +33 297291869

Fax: +33 297291868

Internet address(es):

Main address: <http://www.auray-quiberon.fr>

Address of the buyer profile: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

I.4. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

accord-Cadre mono-attributaire relatif à la réalisation d'études générales eaux pluviales, d'études de faisabilité /Acceptabilité et d'études réglementaires sur le territoire de la CC
Reference number: AQTA_FORM_2023_09

II.1.2. Main CPV code

79311000 Survey services

II.1.3.

Type of contract

Services

II.1.4. Short description

accord-Cadre mono-attributaire relatif à la réalisation d'études générales eaux pluviales, d'études de faisabilité /Acceptabilité et d'études réglementaires sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 1 000 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

79311000 Survey services, 71241000 Feasibility study, advisory service, analysis, 71313000 Environmental engineering consultancy services, 79111000 Legal advisory services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRH04 Morbihan

Main site or place of performance: sur le périmètre géographique de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique

II.2.4. Description of the procurement

le présent accord-cadre à marchés subséquents porte sur la réalisation d'études générales eaux pluviales, d'études de faisabilité /Acceptabilité et d'études réglementaires sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique.

Les prestations décrites ci-dessous pourront être confiées à l'opérateur économique titulaire de l'accord cadre au titre des marchés subséquents qui seront conclus ultérieurement en fonction de la survenance des besoins sans que celles-ci ne soient exhaustives.

1. Etude de diagnostic et schéma directeur des eaux pluviales /Études générales eaux pluviales :

- état des lieux,
- caractérisation des dysfonctionnements,
- établissement d'un programme d'actions et du zonage des eaux pluviales,
- toutes études permettant d'atteindre l'objet de la mission défini à l'article III du Cctp.

2. Etude du transfert de la compétence des eaux pluviales urbaines :

- définition des modalités de mise en oeuvre du transfert de compétence,
- accompagnement juridique, administratif et financier dans la mise en oeuvre du transfert de la gestion des eaux pluviales urbaines,

3. Etude de faisabilité/prospection terrain

4. Etudes réglementaires environnementales :

- dossier de Porté à Connaissance,
- dossier de demande au cas par cas,
- dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau,
- demande d'examen préalable à la réalisation d'une étude d'impact,
- étude d'impact environnemental,
- étude d'incidence Natura 2000,
- dossier d'enquête publique,
- dossier dérogation à la " Loi Barnier ", à la loi " Littoral " ou autres...

- toutes autres études règlementaires nécessaires dans le cadre de la gestion des eaux pluviales

5. Procédures d'urbanisme :

- déclaration de projet (et mise en compatibilité des règlements d'urbanisme),
- dossier de demande de servitude,
- dossier de Déclaration d'utilité Publique,
- dossier d'enquête publique,
- toutes autres procédures d'urbanisme nécessaire dans le cadre de la gestion des eaux pluviales.

les prestations pouvant être réalisées au titre de cet accord-cadre sont définies dans le CCTP de l'accord-cadre.

L'accord-cadre établit les termes régissant les marchés conclus sur son fondement, dits "Marchés subséquents".

Les marchés subséquents ont vocation à être conclus au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les dispositions générales sont fixées dans l'accord-cadre et les dispositions particulières à chaque étude seront indiquées dans chaque marché subséquent.

Des documents écrits relatifs aux marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution de la prestation demandée qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Le prestataire ou groupement de prestataires devra disposer des compétences nécessaires à la réalisation des prestations, à savoir des compétences en :

- directeur de mission,
- hydraulique,
- génie civil,
- modélisation hydraulique,
- étude réglementaire environnement (dossier loi sur l'eau, étude d'impact, Natura 2000, etc)
- urbanisme,
- fiscalité-Finances- données patrimoniales,
- aménagements paysagers,
- juridique, domanialité et droit de l'environnement.

II.2.5. Award criteria

Criteria below

Quality criterion - Name: valeur technique / Weighting: 70 points

Price - Weighting: 30 points

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 1 000 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 48

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

l'Accord-Cadre est conclu pour une période de 48 mois, à compter de sa notification. Il ne pourra pas être reconduit.

Les prestations sont susceptibles de varier, sur la durée de l'accord-cadre, dans les limites suivantes :

- montant minimum : Pas de montant minimum,
- montant maximum : 1 000 000,00 euro (H.T.).

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

- Une lettre de candidature avec identification du candidat (formulaire Dc1 ou forme libre) en cas de groupement, les candidatures seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché.
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande publique et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ; cas visés dans le formulaire Dc1 édité par la direction des affaires juridiques du ministère de l'économie et des finances accessible sur le site internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Toutefois, conformément à l'article R2144-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'exigera que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

- Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager la société ;
- la copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- un document attestant que le candidat est habilité à assister et représenter en justice et délivrer des prestations de conseil juridique en application de la loi no71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

dans la mesure où ils sont nécessaires à l'appréciation de la capacité économique et financière des candidats, le pouvoir adjudicateur exige les renseignements ou documents justificatifs suivants :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés ci-dessus, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

Minimum level(s) of standards possibly required:

pas de niveau minimum exigé

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

dans la mesure où ils sont nécessaires à l'appréciation des capacités techniques et professionnelles des candidats, le pouvoir adjudicateur exige les renseignements ou documents suivants :

- une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

Minimum level(s) of standards possibly required:

pas de niveau minimum exigé

III.2. Conditions related to the contract

III.2.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular professionReference to the relevant law, regulation or administrative provision:

s'Agissant de la compétence juridique, les candidats se présentant devront être habilités à exécuter les prestations du marché conformément à la loi no 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques

III.2.3. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Open procedure

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

Framework agreement with a single operator

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 16/10/2023 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 8 (from the date stated for receipt of tender)

IV.2.7. Conditions for opening of tenders

Date: 16/10/2023 Local time: 14:00

Place:

rue du Danemark, 56 400 Auray

Information about authorised persons and opening procedure: représentants du pouvoir adjudicateur

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about electronic workflows

Electronic invoicing will be accepted

VI.3. Additional information

précision sur l'intitulé de la consultation indiqué à la section li.1.1) du présent avis : compte tenu de la limitation du nombre de caractères à saisir dans le formulaire, l'intitulé de la consultation a du être raccourci. L'Intitulé exact de la consultation mentionné dans les pièces du dossier de consultation des entreprises (Dce) est le suivant : Accord-Cadre mono-attributaire relatif à la réalisation d'études générales eaux pluviales, d'études de faisabilité /Acceptabilité et d'études réglementaires sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique. Le marché est considéré, au sens des dispositions des articles R2162-7 et R2162-9 du Code de la commande publique, comme un accord cadre mono-attributaire s'exécutant au moyen de la conclusion de marchés subséquents auprès du titulaire, au fur et à mesure de l'apparition des besoins. Accord-Cadre mono-attributaire s'exécutant au moyen de marchés subséquents engagé selon la procédure d'appel d'offres ouvert dans le cadre des articles L2124-2, R2124-2 1°, L2125-1-1°, R2161-2 à R2161-5, R2162-2 alinéa 1, R2162-7 à R2162-9 du Code de la commande publique (Ccp).

Le titulaire de l'accord-cadre devra produire, s'il ne refuse pas le versement de l'avance pour chaque marché subséquent, une garantie à première demande garantissant le remboursement de l'avance en cas de versement de celle-ci. Il ne sera pas appliqué de retenue de garantie. Les prix sont révisables selon les dispositions précisées au CCAP de l'accord-cadre.

Les paiements seront réalisés par virement administratif. Le délai global de paiement des avances, soldes et indemnités est fixé à 30 jours conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai indiqué à l'article précédent fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la Commande publique. Le marché sera conclu dans l'unité monétaire suivante : euros

Financement public : les prestations seront payées sur le budget principal de la Communauté de Communes, qui pourra bénéficier éventuellement de subventions de différents organismes. Les candidats pourront se présenter en candidat unique ou en groupement.

Forme imposée pour l'attribution :

Le pouvoir adjudicateur n'impose aucune condition en ce qui concerne la composition des éventuels groupements.

conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

en application de l'article R2142-23 du Code de la commande publique, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

les candidats peuvent présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Modalités de transmission des offres électroniques et de signature des pièces (Cf. Art 5 du règlement particulier de la consultation). Les candidats sont informés que la Communauté de communes sera fermée le 8 septembre 2023.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: tribunal administratif de Rennes,

Postal address: 3 contour de la Motte, CS 44416,

Town: Rennes Cedex

Postal code: 35044

Country: France

E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr

Telephone: +33 223212828

Fax: +33 299635684

Internet address: <http://www.rennes.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: comité consultatif de règlement amiable des différends conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique,

Postal address: 22 mail pablo picasso BP 24209

Town: Nantes Cedex 1

Postal code: 44042

Country: France

Telephone: +33 253467902

Fax: +33 253467979

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

la présente procédure d'appel d'offres pourra faire l'objet : - d'un référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R. 551-1 à R. 551-6 du Code de Justice Administrative (Cja) et pouvant être exercé avant la signature du contrat. - d'un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA et R. 551-7 à R. 551-10, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - d'un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles

assorti le cas échéant de conclusions indemnitaires et pouvant être exercé par tout tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les actes détachables du contrat ne peuvent être contestés qu'à l'occasion de ce recours. - Le requérant est recevable à former un recours pour excès de pouvoir contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Les requérants peuvent éventuellement assortir leur recours d'une demande tendant, sur le fondement de l'article L. 521-1 du CJA, à la suspension de l'exécution du contrat. Les personnes lésées par le contrat ou sa passation, peuvent introduire un recours en indemnisation après avoir effectué, le plus souvent, une demande préalable auprès de la personne publique. Au-Delà d'un délai de quatre ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle où la créance sur la personne publique est née, le requérant s'expose à l'opposition de la prescription quadriennale

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: tribunal administratif de Rennes,
Postal address: 3 contour de la Motte, CS 44416 ,
Town: Rennes Cedex
Postal code: 35044
Country: France
E-mail: greffe.ta-rennes@juradm.fr
Telephone: +33 223212828
Fax: +33 299635684
Internet address: <http://www.rennes.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

07/09/2023